

N° 5384

CHAMBRE DES DEPUTES

2^{ème} Session extraordinaire 2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 18 avril 2004
relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

* * *

(Dépôt: le 30.9.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (17.9.2004)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Commentaire des articles	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard.

Palais de Luxembourg, le 17 septembre 2004

Le Ministre de la Justice,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. I.– Le titre du chapitre III de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard est modifié comme suit:

„Chapitre III. Dispositions diverses, transitoires et abrogatoires“.

Art. II.– Il est inséré dans le Chapitre III de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard, avant l'article 16, un article 15-1 avec la teneur suivante:

„**Art. 15.-1.**– Dans toutes les matières autres que celles visées aux chapitres I et II de la présente loi, le taux de l'intérêt légal est celui fixé à l'article 14.

L'article 15 est applicable.“

*

EXPOSE DES MOTIFS

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard, il est apparu qu'il n'y aurait désormais plus de taux d'intérêt légal défini pour les créances non contractuelles et les créances découlant de contrats conclus entre particuliers en raison de l'abrogation de la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal.

En effet, la loi du 18 avril 2004 fixe deux taux d'intérêt, l'un, applicable aux transactions commerciales, c.-à-d. aux transactions entre les entreprises et entre les entreprises et les pouvoirs publics qui conduisent à la fourniture de marchandises ou la prestation de services contre rémunération, l'autre, applicable aux créances résultant des contrats conclus entre un professionnel et un consommateur.

En abrogeant la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal, la loi du 18 avril 2004 a supprimé la base légale qui permet de fixer le taux de l'intérêt légal pour toutes les autres transactions, à savoir les transactions entre particuliers, et pour les intérêts moratoires ordonnés par un tribunal en dehors du cadre des transactions entre professionnels et entre professionnels et consommateurs.

Or, au terme de l'article 1153 du code civil, pour les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les intérêts moratoires ne consistent que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi. A défaut de base légale permettant de fixer ce taux d'intérêt, l'article 1153 risque de rester lettre morte.

En ce qui concerne les obligations délictuelles ou quasi délictuelles, l'article 1153 du code civil n'est pas applicable: le juge peut fixer librement ce taux¹.

Par contre lorsque le juge prévoit le paiement d'intérêts moratoires le taux d'intérêt légal est applicable à partir du jugement jusqu'au moment du paiement².

En conclusion, il est certain que la loi du 18 avril 2004 en abrogeant purement et simplement la loi du 22 février 1984 et en reproduisant les dispositions de cette loi dans un cadre plus limité applicable aux seules créances résultant d'un contrat conclu entre un professionnel et un consommateur a effectivement laissé une lacune.

Pour y remédier le présent projet de loi prévoit d'insérer une disposition qui précise d'une façon générale qu'à chaque fois qu'il est fait référence au taux de l'intérêt légal, il s'agit d'une référence au taux tel qu'il est fixé par les articles 14 et 15 de la loi du 18 avril 2004.

*

1 Cour 20.3.1984 No 96/84: „Dès lors le juge apprécie souverainement le taux à appliquer, n'étant en matière quasi délictuelle pas tenu par les dispositions de l'article 1153 du Code civil, fixant un taux légal.“

2 Cour, 4.7.2001 No 247/01 citant (et confirmant) les premiers juges: „Les premiers juges ont dit que les principes en la matière sont les suivants:

- les intérêts compensatoires, qui ne sont pas forcément soumis au taux légal, sont ceux qui courent depuis la naissance du dommage jusqu'au jour de la décision fixant l'indemnité. Il est à noter que la date de la naissance des faits dommageables n'est pas nécessairement la date des faits litigieux, lorsqu'il s'agit comme en l'espèce de réparer les suites dommageables d'une rixe.
- les intérêts moratoires, soumis au taux légal, courent depuis le jour du jugement jusqu'au moment du paiement.“

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1

Il est proposé d'insérer le nouvel article dans le chapitre III de la loi du 18 avril 2004 dont le titre doit par conséquent être adapté par l'ajout du mot „diverses“ puisque les nouvelles dispositions ne sont pas des dispositions transitoires ou abrogatoires.

Article 2

Pour éviter toute lacune possible, l'article se contente de préciser que, pour toutes les matières autres que celles déjà visées dans la loi sous les chapitres I et II, à chaque fois qu'il est fait référence au taux de l'intérêt légal, le taux visé est celui prévu pour les transactions entre un professionnel et un consommateur. Comme la méthode de fixation du taux prévu à l'article 14 est identique à celle qui était employée dans le cadre de la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal, le texte proposé ne fait que rétablir la situation ayant prévalu avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 2004.

Le 2e alinéa de la loi renvoie à l'article 15 dont la teneur se retrouvait à l'article 2 dans la loi du 22 février 1984.

